

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Cameroun : au moins 20 morts dans une attaque de séparatistes anglophones, selon des autorités

Josiane MBANG NGUEMA (Source AFP)
Libreville/Gabon

UNE vingtaine de personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées hier dans une nouvelle attaque d'un village par des séparatistes anglophones dans l'ouest du Cameroun où ces rebelles et l'armée s'affrontent depuis sept ans, ont affirmé des responsables de la sécurité et des autorités locales.

Le drame a eu lieu dans la nuit dans le village de Egbekaw (région du Sud-Ouest). "L'attaque a fait une vingtaine de morts, hommes, femmes et enfants, et dix personnes grièvement blessées sont à l'hôpital", a assuré à l'AFP sous couvert de l'anonymat un haut responsable de l'administration de la région

contacté par téléphone.

Des rebelles "ont attaqué les populations civiles de Egbekaw et le bilan provisoire est de 23 morts et une quinzaine de maisons brûlées", a affirmé également au téléphone à l'AFP un officier de la gendarmerie locale, qui a également requis l'anonymat. L'attaque d'Egbekaw n'a pas été revendiquée mais les journaux de la mi-journée des radios et télévisions publiques l'ont attribuée "aux séparatistes".

Depuis fin 2016, un conflit meurtrier oppose des groupes armés indépendantistes et les forces de sécurité, accusés chacun de crimes contre les civils par les ONG internationales et l'ONU, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, peuplées principalement par la minorité anglophone de ce pays



L'attaque des séparatistes anglophones dans un village de l'Ouest du Cameroun a suscité une forte émotion.

d'Afrique centrale majoritairement francophone.

Le pays est dirigé d'une main de fer depuis 41 ans, jour pour jour, par le président Paul Biya, âgé de 90 ans.

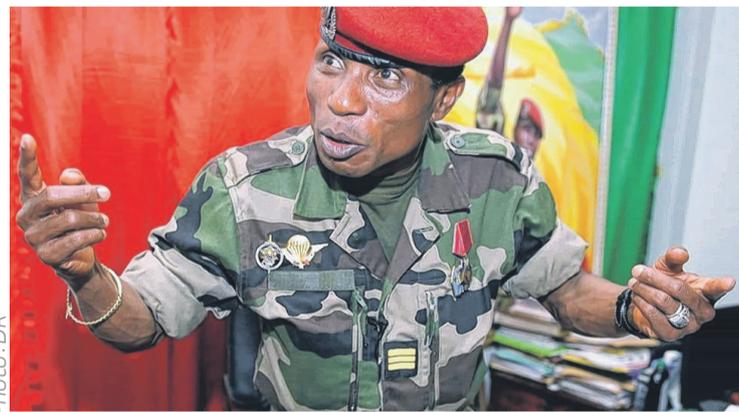
Guinée : la junte mène une purge dans les services de sécurité et de prison

JMN(source AFP)
Libreville/Gabon

LA junte au pouvoir en Guinée a démis une soixantaine d'officiers, soldats et agents des services pénitentiaires après l'opération commando qui a ébranlé le pays en faisant provisoirement sortir de prison l'ex-dictateur Moussa Dadis Camara et trois co-détenus.

Le raid qui a réveillé le centre de Conakry au son des armes automatiques samedi matin n'a pas seulement fait au moins neuf morts, selon un bilan provisoire communiqué hier matin par le procureur général Yamoussa Conte. Il a poussé les autorités dominées par les militaires à multiplier les appels au calme et les assurances qu'elles maîtrisaient la situation.

"Dieu merci, le chaos que les esprits maléfiques (voulaient) provoquer suite à cet événement, ce chaos a été stoppé", a dit dimanche le Premier ministre du gouvernement



L'ancien chef de la junte Moussa Dadis Camara, sorti de prison par un commando, a été rattrapé.

mis en place par la junte, Bernard Goumou. Il a appelé la population à "rester au calme, (à) garder la sérénité, et que chacun vaque tranquillement à ses occupations". Paralysées pendant le week-end, les activités ont repris à Kaloum, quartier du pouvoir et des affaires où se trouve aussi la prison centrale. Mais les forces de sécurité filtraient minutieusement les entrées par la route, à la recherche d'armes

ou du dernier prisonnier encore dans la nature, le colonel Claude Pivi, ont rapporté des témoins. Des hommes lourdement armés ont attaqué samedi aux premières heures la prison centrale dans le cœur de la capitale et en ont extrait Moussa Dadis Camara et trois autres prisonniers, tous les quatre actuellement jugés pour un massacre commis en 2009 sous sa présidence.

Madagascar : l'opposition manifeste, un candidat interpellé

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

L'opposition malgache a de nouveau tenté de protester hier mais les manifestants ont été dispersés et l'un des candidats à l'élection présidentielle, dont le premier tour est prévu le 16 novembre, a été interpellé, a-t-on appris auprès de la police.

Après un regain de tension samedi, quand les forces de l'ordre ont empêché une manifestation de l'opposition à coups de gaz lacrymogènes dans la capitale Antananarivo, un petit cortège d'opposants a tenté une nouvelle fois de rejoindre l'emblématique place du 13-Mai en dépit d'une interdiction préfectorale.

Le candidat sexagénaire Jean Jacques Ratsietison, économiste et fondateur d'une association défendant le pouvoir d'achat des Malgaches, a été interpellé en fin de matinée, ont constaté plusieurs journalistes sur place.



Le collectif des candidats de l'opposition lors de leur marche de protestation avant d'être dispersés.

Madagascar est secouée depuis des semaines par une bataille électorale féroce entre le pouvoir et une dizaine de candidats qui s'opposent dans les urnes au président sortant Andry Rajoelina.

Rassemblés dans un collectif au sein duquel chacun se présente toutefois individuellement à la fonction suprême, les opposants, qui appellent régulièrement depuis plus d'un mois à descendre dans la rue, dénoncent "un coup d'Etat institutionnel" orchestré selon eux par Rajoelina en vue du scrutin et réclament une élection "libre et équitable".